

DANS L'ACTUALITE du 8 au 10 octobre 2013

### **Textes officiels**

JORF n° 0234 du 8 octobre 2013

Arrêté fixant le modèle de convention utilisable par les collectivités afin de maîtriser le délai maximal de paiement de leurs dépenses

[Arrêté du 20 septembre 2013 portant application de l'article 12 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement](#)

### **Conseil constitutionnel**

Par deux décisions en date du 9 octobre 2013, le Conseil constitutionnel a validé l'essentiel des lois organique et ordinaire relatives à la transparence de la vie publique adoptées en lecture définitive le 17 septembre 2013.

[Projet de loi organique relatif à la transparence de la vie publique adopté en Lecture définitive par l'Assemblée nationale le 17 septembre 2013, TA n° 209](#)

[Décision n° 2013-675 DC du 09 octobre 2013](#)

[Projet de loi relatif à la transparence de la vie publique, adopté en Lecture définitive par l'Assemblée nationale le 17 septembre 2013, TA n° 208](#)

[Décision n° 2013-676 DC du 09 octobre 2013](#)

### **Projet de loi**

Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles : adoption en deuxième lecture au Sénat

[Projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, adopté avec modifications en 2e lecture par le Sénat le 7 octobre 2013, TA n° 5](#)

## **Jurisprudence**

Frais et honoraires d'expertise

[CE 7 octobre 2013 Société Eiffage TP, req. n° 356675](#)

Pouvoir du maire de modifier le cahier des charges pour le mettre en concordance avec le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu

[CE 7 octobre 2013 Commune de Saint-Jean-de-Monts, req. n° 361934](#)

## **Réponse ministérielle**

Transfert de parcelle de zone N à zone U

[Rép. min. n° 4731, JO Sénat du 3 octobre 2013](#)

Schémas de cohérence territoriale

[Rép. min. n° 14161, JOAN du 1<sup>er</sup> octobre 2013](#)

Seuil de population pris en compte pour le classement des communes en zone de revitalisation rurale

[Rép. min. n° 7351, JO Sénat du 3 octobre 2013](#)

Application de la réglementation thermique 2012 aux bâtiments à vocation sportive

[Rép. min. n° 5348, JO Sénat du 3 octobre 2013](#)

Logements sociaux et application de pénalités aux communes

[Rép. min. n° 2188, JO Sénat du 3 octobre 2013](#)

Modalités d'application sur le territoire français de la directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion du risque d'inondation

[Rép. min. n° 2104, JO Sénat du 3 octobre 2013](#)

Statut particulier pour les zones d'expansion des crues (ZEC)

[Rép. min. n° 14656, JOAN du 1<sup>er</sup> octobre 2013](#)

### **Vu par ailleurs**

Contrat public

Marchés publics : peut-on écarter un candidat qualifié au vu de mauvaises expériences ?

[La détention de certificats de qualification est de nature à rassurer les maîtres d'ouvrage publics sur la capacité d'un candidat à exécuter leurs marchés. Les organismes de qualification rappellent qu'il existe des procédures de réclamation permettant de faire remonter les difficultés qui peuvent être néanmoins rencontrées avec des entreprises qualifiées.](#)

Source : le Moniteur du 09/10/2013

De nouveaux seuils européens en marchés publics au 1er janvier 2014

[A partir du 1er janvier 2014, les seuils de déclenchement des procédures formalisées telles que l'appel d'offres vont être augmentés.](#)

Source : le Moniteur du 09/10/2013

La Gironde condamnée pour un allotissement sommaire

[L'allotissement est la règle. On ne peut y déroger pour des motifs techniques d'organisation et de coordination de l'opération. C'est en substance ce que les magistrats ont répondu au conseil général de la Gironde qui s'était contenté d'un lot « bâtiments et tous corps d'Etat » et d'un lot « VRD et espaces verts » pour son marché de réhabilitation d'un collège, annulé en bonne et due forme.](#)

Source: achatpublic.info du 08/10/2013

## Augmentation des seuils européens de passation des marchés publics au 1er janvier 2014

A compter du 1er janvier 2014, conformément au règlement de la Commission en cours d'adoption, les seuils de procédure formalisée des marchés publics seront relevés. Un décret et un arrêté modifieront en conséquence les textes de droit interne relatifs aux marchés et contrats de la commande publique d'ici la fin de l'année pour une entrée en vigueur au 1er janvier 2014.

Source : DAJ du 08/10/2013

Urbanisme

## Projet de loi logement: l'Anah espère des améliorations pour les copropriétés

Le projet de loi ALUR sur le logement contient une « véritable révolution silencieuse » à l'égard des copropriétés en difficulté, a salué mercredi 9 octobre le président de l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), Dominique Braye, tout en souhaitant voir améliorer le texte examiné prochainement au Sénat.

Source : le Moniteur du 09/10/2013

## L'Unesco donne un avis négatif aux projets de tours à Paris

L'Unesco a un avis négatif sur les projets de tours à Paris, dont la Tour Triangle, car la capitale française est "l'une des rares villes horizontales préservées", a déclaré la semaine dernière le sous-directeur général de l'Unesco pour la Culture, Francesco Bandarin.

Source : la gazette des communes du 09/10/2013

## Droit de préemption : le CGEDD plaide pour une réforme en douceur

Dans un rapport publié fin septembre, le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) met en garde contre une réforme trop radicale du droit de préemption. Il s'agit de préserver l'équilibre du système actuel, qui répond aux attentes des élus tout en respectant les principes fondamentaux du droit de propriété.

Source : localtis.info du 07/10/2013

Environnement

### Modernisation du droit de l'environnement : le calendrier des expérimentations dévoilé

[Le comité de pilotage des Etats généraux de la modernisation du droit de l'environnement \(EGMDE\) a fait le point mercredi 2 octobre 2013 sur les actions à venir. Et mis en exergue les obstacles auxquels se heurte le dialogue environnemental...](#)

Source : le Moniteur du 07/10/2013

Collectivités territoriales

### Le Sénat dit « oui » à la métropole du Grand Paris

[La chambre haute a voté, le 7 octobre 2013, en deuxième lecture, le projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Elle s'est, à cette occasion, prononcée en faveur de la création d'une super-interco rassemblant Paris et les trois départements de la petite couronne.](#)

Source : la gazette des communes du 08/10/2013

Transport

### La région Picardie resserre son contrôle sur la SNCF

[En contrepartie d'un effort financier significatif en faveur des TER, la région Picardie demande une amélioration de la qualité de service. La collectivité met en place des pénalités.](#)

Source : la gazette des communes du 09/10/2013

### SNCF et RFF investiront 410 M€ en 4 ans pour la sécurité du réseau

[SNCF et Réseau ferré de France \(RFF\) ont annoncé mardi 8 octobre un investissement de 410 millions d'euros, sur la période 2014-2017, pour renforcer la sécurité des aiguillages et du réseau, après le déraillement d'un train à Brétigny-sur-Orge \(Essonne\) le 12 juillet.](#)

Source : le Moniteur du 08/10/2013

Trains grandes lignes, TCSP, fluvial : l'Afitf va engager près de 700 millions d'euros

[Le conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France \(Afitf\) a autorisé le 3 octobre l'engagement de plus de 686 millions d'euros.](#)

Source : localtis.info du 07/10/2013

### **Vu dans les revues**

RDI n° 10 – octobre 2013 p.463, *Recours Tropic : confirmations et précisions*, par Mathieu Seyfritz

RDI n° 10 – octobre 2013 p.488, *La fixation des modalités de la concertation et la précision des objectifs peuvent faire l'objet de délibérations successives (CE 17 avril 2013 Commune de Ramatuelle, req. n° 348311)*, par Pierre Soler-Couteaux

RDI n° 10 – octobre 2013 p.496, *To be or not to be... une enseigne ? (CE 4 mars 2013 Société Pharmacie Matignon, req. n° 353423)*, par Jean-Philippe Strebler

Contrats et marchés publics – Revue Lexis-Nexis n° 10 – octobre 2013 p.1, *La typologie des contrats de la commande publique résistera-t-elle à la réforme des directives marchés publics ?*, par François Llorens et Pierre Soler-Couteaux

### **Presse**

Les Sages valident l'essentiel des lois sur la transparence

[Le Conseil constitutionnel a néanmoins censuré hier plusieurs dispositions symboliques.](#)

Source : les Echos du 09/10/2013

La SNCF présente son plan pour sécuriser son réseau

[L'exploitant et Réseau ferré de France investiront 410 millions d'euros, dont 300 pour renouveler les aiguillages.](#)

Source : le Monde du 09/10/2013

### Eolienne contre archéologie dans l'Aude

[La destruction d'un site médiéval pour installer un aérogénérateur met en évidence un vide juridique concernant certains aménagements ayant une faible emprise au sol.](#)

Source : le Monde du 09/10/2013

### Le secteur du transport public urbain se dit menacé de « paupérisation »

[La demande de transport en commun continue d'augmenter en ville, mais pas les financements. Les entreprises du secteur pointent une trop faible hausse des tarifs.](#)

Source : les Echos du 09/10/2013

### La guerre des multiplexes fait rage

[Une vingtaine de projets de complexes de cinéma émergent. La concurrence est vive dans les villes universitaires et les périphéries des métropoles.](#)

Source : les Echos du 09/10/2013

### Le drive ne fera pas que des gagnants

[Les marques distributeur devraient bénéficier de la généralisation des courses alimentaires sur Internet.](#)

Source : les Echos du 08/10/2013